



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannooss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia PTito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Hassan Ouassari, Ahmed Barro, *Conseillers communaux* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal*.

Excusés

Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Khadija El Hajjaji, Dirk Berckmans, Hassan Rahali, Tania Dekens, Nicole Linders-Duboccage, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.05.15

#Objet : Taxes communales - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Modification pour 2015 à 2018 inclus. #

Séance publique

Finances

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés ainsi que les appareils distributeurs automatiques de billets de banques installés ou placés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il y a lieu, au vu de la situation financière de la commune, d'augmenter les taux de certaines taxes dont le contrôle et la perception sont peu coûteux ;

Considérant que la taxe sur les établissements bancaires et assimilés peut voir sa rentabilité améliorée ;

Considérant que le règlement de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés, établi par décision du Conseil communal du 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus doit donc être revu en ce sens ;

Sur proposition du Collège échevinal du 11/05/2015 ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement-taxe du 26 novembre 2014 :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2015 à 2018 inclus, une taxe annuelle sur :

1)les établissements bancaires et assimilés.

2)les appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque.

Article 2

Par "établissements bancaires et assimilés", il y a lieu d'entendre les structures dans lesquelles des personnes, physiques ou morales, se livrent, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Par « appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque », il y a lieu d'entendre les appareils permettant d'effectuer des opérations de retrait et/ou de dépôt de billets de banque, les distributeurs automatiques de courrier et les appareils de « self banking ».

Article 3

La taxe est due :

1. pour les établissements bancaires et assimilés : par la personne physique ou morale à l'intervention de laquelle l'établissement bancaire ou assimilé est installé sur le territoire de la commune et/ou au nom de laquelle il est exploité.
2. pour les appareils automatiques : par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient(nen)t le ou les appareil(s) automatique(s).

Article 4

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. 3.400,00 EUR par an par établissement bancaire ou assimilé.
2. 4.000,00 EUR par an par appareil automatique.

La taxe est due pour la totalité de l'année d'imposition, quel que soit le moment de l'ouverture ou de la fermeture de l'établissement bancaire ou assimilé ou du placement de l'appareil automatique.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éviter la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éviter la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éviter la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éviter la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative

de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 8

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidiairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur entièreté.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur les établissements bancaires et assimilés, établi par décision du Conseil communal 26 novembre 2014 pour les exercices 2015 à 2018 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

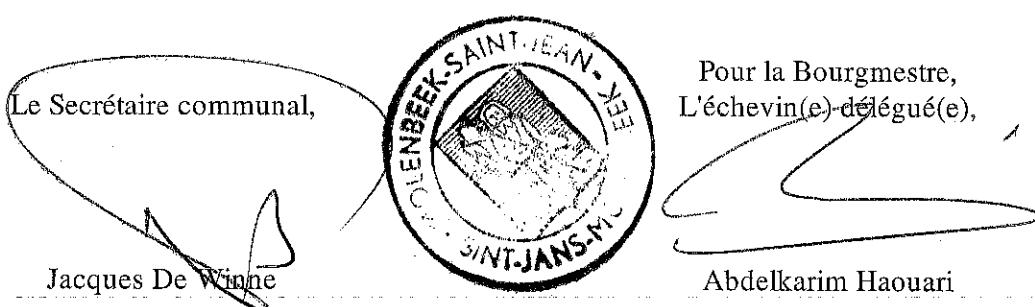
38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire Communal,
(s) Jacques De Winne

Le Président du Conseil,
(s) Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 29 mai 2015



BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEKUitreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloifi, Hassan Ouassari, Ahmed Barro, *Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Khadija El Hajjaji, Dirk Berckmans, Hassan Rahali, Tania Dekens, Nicole Linders-Duboccage, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.05.15

#Onderwerp : Gemeentebelastingen - Belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen. #

Openbare zitting**Financiën****DE RAAD,**

Gelet op artikels 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen alsook de automatische verdeelapparaten van bankbiljetten geïnstalleerd of geplaatst op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten inzake de openbare veiligheid waarvan de financiering ten laste van de gemeentes is;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat er, gezien de financiële toestand van de gemeente, moet overgegaan worden tot verhoging van de bedragen van sommige belastingen waarvan de controle en de inning niet kostelijk zijn;

Overwegende dat de rentabiliteit van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen kan verbeterd worden;

Overwegende dat het belastingsreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, in dit opzicht moet herzien worden;

Op voorstel van het Schepencollege van 11/05/2015;

BESLUIT :

Het belastingsreglement van 26 november 2014 als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op:

- 1) de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen.
- 2) de automatische apparaten voor alle bankverrichtingen.

Artikel 2

Onder "bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen" dient te worden verstaan de structuren waarin natuurlijke of rechtspersonen die, als hoofd- of bijzaak, zich bezighouden met het beheer van de fondsen en/of kredieten, in welke vorm ook.

Onder "automatische apparaten voor alle bankverrichtingen" dient te worden verstaan apparaten voor afname en/of storting van bankbiljetten, de automatische verdelers voor briefwisseling en de apparaten van "self banking".

Artikel 3

De belasting is verschuldigd:

1. voor de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen: door de natuurlijke of de rechtspersoon door wiens tussenkomst de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling geïnstalleerd is op het grondgebied van de gemeente en/of op wiens naam deze uitgebaat wordt.
2. voor de automatische apparaten: door de beheerder van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling aan wie het automatische apparaat/de automatische apparaten behoort/behoren.

Artikel 4

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

1. 3.400,00 EUR per jaar per bank- of daarmee gelijkgestelde instelling.
2. 4.000,00 EUR per jaar per automatisch apparaat.

De belasting is verschuldigd voor het hele aanslagjaar, ongeacht het moment van de opening of de sluiting van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling of de plaatsing van het automatische apparaat.

Artikel 5

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 6

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekende brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering

- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken:
10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken:
50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 8

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2015 het reglement van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2014 voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

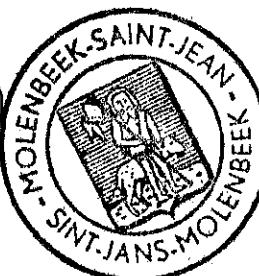
De Gemeentesecretaris,
(g) Jacques De Winne

De Voorzitter van de Raad,
(g) Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 29 mei 2015

De Gemeentesecretaris,

Jacques De Winne



Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepen,

Abdelkarim Haouari

